



**LE VIRUS
DE LA RECHERCHE**

**TRANSITION
ENVIRONNEMENTALE**

**PHILIPPE ROSSELLO, DANIEL BOY
& MATTHIAS MARTIN-CHAVE**

**LES CITOYENS ET LE PÉRIL
CLIMATIQUE : EXPÉRIENCES
POUR ENGAGER DES BIFURCATIONS
POSITIVES**

PUG

La série « **Transition environnementale** »
fait partie de la collection « **LE VIRUS DE LA RECHERCHE** »

Directrice de la série: Magali Talandier
Directeur de la collection: Alain Faure
Directrice de la publication: Sylvie Bigot
Mise en page: Catherine Revil

Réalisé en collaboration avec le conseil scientifique « Capitale verte et Transition »
présidé par Magali Talandier, dans le cadre de Grenoble Capitale Verte
Européenne 2022 – Plan Climat Air Énergie – Grenoble Alpes Métropole.

Publié avec le soutien de la Banque des Territoires.

ISBN 978-2-7061-5394-5 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-5395-2 (*e-book ePub*)



TRANSITION ENVIRONNEMENTALE
UNE SÉRIE DE LA COLLECTION « **VIRUS DE LA RECHERCHE** »

Face à l'urgence climatique et aux défis environnementaux, les scientifiques se mobilisent !

Placée sous l'égide du conseil scientifique « Capitale verte et transition », cette nouvelle série d'e-books propose des articles inédits signés par des chercheurs de tous horizons : sciences, sciences de la terre, sciences de l'ingénieur et sciences humaines et sociales.

En lien avec les missions du conseil scientifique – qui rassemble près de 40 chercheurs de toutes les disciplines – ces textes courts visent à faire circuler les connaissances sur la question des transitions environnementales et de leurs impacts.

Tout au long de l'année 2022, les publications de la série viendront ponctuer la réflexion menée dans le cadre de la labellisation « Capitale verte européenne » attribuée par la Commission européenne au territoire grenoblois. Chaque mois, une nouvelle thématique sera traitée – le climat, l'air, l'énergie, les mobilités, l'alimentation, les villes, etc.

Les scientifiques sont des gens passionnés. Leurs textes dévoilent leur savoir et nous éclairent sur les controverses qui nourrissent ces sujets, exposant les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

Bonne lecture à tous !

LES CITOYENS ET LE PÉRIL CLIMATIQUE : EXPÉRIENCES POUR ENGAGER DES BIFURCATIONS POSITIVES

PHILIPPE ROSSELLO, GÉOPROSPECTIVISTE, GEOGRAPHR/GREC-SUD

DANIEL BOY, POLITISTE, SCIENCES PO

MATTHIAS MARTIN-CHAVE, MEMBRE DE LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT

Depuis 1880, les émissions massives de gaz à effet de serre (GES) d'origine anthropique dans l'atmosphère provoquent une évolution rapide du climat. Ce changement, qui se traduit notamment par une hausse de la température et une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes, est devenu une préoccupation majeure. Pourtant, malgré les rapports successifs alarmistes du GIEC, la prise de conscience des pays n'a pas été suffisante pour inverser la tendance.

La seule issue pour limiter les risques climatiques est la mise en œuvre de politiques et de stratégies d'adaptation et d'atténuation des émissions de GES. Or, pour réduire les effets du changement climatique, États, collectivités, entreprises et citoyens n'agissent pas, aujourd'hui, à la hauteur des enjeux.

Aussi, la question de la perception du changement climatique apparaît-elle primordiale pour mieux comprendre ce manque d'engagement individuel et collectif dans les transitions. La Convention citoyenne pour le climat et les groupes citoyens locaux constituent, dans ce contexte, des terrains d'observation pour questionner les modes de mobilisation et d'action et entrevoir des bifurcations positives¹.

1. La présente réflexion s'inspire d'échanges menés lors du 3^e colloque national « Action Climat » en janvier et février 2021 (<https://action-climat-3.sciencesconf.org/>).

Une perception des priorités contrastée

Depuis 2000, l'Ademe réalise chaque année une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Administrées par un institut de sondage au cours des mois de juin et juillet, ces études sont centrées sur les attitudes et comportements du public face aux enjeux du réchauffement climatique et ses conséquences.

Sur la longue durée, les résultats permettent de mesurer les évolutions majeures des perceptions². Ils indiquent que la reconnaissance de la réalité du changement climatique et de ses impacts a lentement progressé dans le public, sans doute sous l'effet d'une médiatisation croissante de la question.

Mais cette lente prise de conscience observée a été ponctuée de périodes de stagnation, voire de recul. Ainsi, les polémiques portant sur les causes réelles des désordres climatiques ont parfois contribué à décrédibiliser les conclusions de l'expertise climatique. Et aujourd'hui encore, 22 % des répondants à ces enquêtes estiment que le réchauffement de la planète est « uniquement un phénomène naturel qui a toujours existé », contre 78 % qui affirment que ce réchauffement « est causé par les activités humaines ».

Sur les résultats des deux dernières enquêtes (2020, 2021), il faut prendre en compte le contexte sanitaire préoccupant qui a pu affecter les attitudes du public vis-à-vis des enjeux du réchauffement climatique. Parmi les propositions de réponses à la question jugée « la plus importante aujourd'hui pour la France », question formulée régulièrement dans les enquêtes de l'Ademe, « la santé publique » a été ajoutée en 2020 dans les choix possibles et, assez logiquement, elle est devenue en 2021 la question prioritaire pour 18 % des répondants. Toutefois, dans cette même enquête, l'enjeu de « l'environnement » a conservé une place éminente avec 13 % des choix, derrière « l'immigration » (14 %) et devant « l'emploi » (12 %).

L'expérience « sans filtre » de la convention citoyenne pour le climat

Au-delà de la consultation publique, des expérimentations sont mises en œuvre pour mobiliser les citoyens et les rendre acteurs du changement. Le retour d'expérience de la Convention citoyenne pour le climat montre combien la co-construction est difficile.

2. https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/4998-representations-sociales-du-changement-climatique-22-eme-vague-du-barometre.html#/44-type_de_produit-format_electronique

En 2019, suite à la crise des Gilets jaunes, au Grand débat national, et sous la pression d'associations et de personnalités, le gouvernement a accepté de créer une convention citoyenne pour le climat. Au moyen de numéros de téléphone générés aléatoirement, une assemblée de 150 personnes a été formée par tirage au sort. La diversité était garantie par six critères dont la proportion dans l'assemblée était identique à celle observée dans la population française.

Le gouvernement a confié à cette instance la responsabilité de formuler des propositions pour réduire d'au moins 40 % les émissions de GES de la France d'ici 2030 par rapport à 1990, dans un esprit de justice sociale. Le président de la République s'est engagé publiquement à transmettre les propositions « sans filtre » au Parlement, à les soumettre à référendum ou à une application réglementaire directe, selon la voie plébiscitée par la convention.

L'assemblée a tenu 7 sessions de 3 jours de travail au CESE à Paris, avec le soutien de plusieurs équipes pour l'animation, la communication et les enjeux juridiques. Elle a auditionné des personnes élues, expertes ou encore actrices de la société civile organisée, puis elle a engagé des débats par groupe pour récolter, sélectionner, améliorer et prioriser les différentes solutions possibles.

Une traduction parlementaire décevante

En juin 2020, ce travail a débouché sur un rapport final de 500 pages contenant près de 150 mesures. Ces dernières visaient à réduire l'empreinte carbone du pays en actionnant simultanément une multitude de leviers. Une note de synthèse les a complétées sur les financements possibles.

La qualité du rapport et des propositions, rédigées pour la plupart sous forme de textes de loi transférables tels quels au Parlement, a été saluée par de nombreux experts de divers domaines. Les propositions et le rapport final ont été votés par les membres de la convention à un large consensus, puisque la majorité des mesures a obtenu au moins 95 % de votes favorables.

Quelques mois plus tard, le président de la République est revenu sur les termes de son engagement de transmission « sans filtre », tandis que le gouvernement préparait un projet de loi « inspiré des travaux de la convention citoyenne ». Ce projet a été critiqué par de nombreuses institutions pour son manque d'ambitions et son incapacité à atteindre les objectifs de réduction des GES en France. Seule une des propositions de référendum a été transférée au Parlement où elle a été rejetée par le Sénat. La plupart des mesures réglementaires n'ont donc pas été appliquées.

L'expérience du groupe de citoyens Eccu

Les mesures d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique dépendent des politiques et des stratégies internationales et nationales, mais aussi locales. Aujourd'hui, des groupes de citoyens s'organisent pour accélérer la transformation de leur territoire.

Dans la vallée de l'Ubaye, des citoyens se sont réunis en 2018 pour créer le groupe Eccu (Effets du changement climatique en Ubaye), avec l'appui du Groupe régional d'experts sur le climat en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Grec-Sud) et de Séolane. Eccu s'est fixé le triple objectif de collecter et diffuser les données scientifiques sur l'évolution du climat en montagne et ses impacts, de favoriser le dialogue entre élus, acteurs socio-économiques, habitants et scientifiques, et enfin de proposer des solutions d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des émissions de GES.

Eccu est principalement composé de citoyens, mais aussi de personnes morales de soutien, tous signataires d'une charte qui garantit l'indépendance du groupe. Aujourd'hui, ce dernier n'a pas d'entité juridique, ce qui est à la fois une chance et un frein à son développement. En effet, ce groupe s'affranchit des contraintes administratives et financières, mais ne peut prétendre à aucun budget propre, ce qui limite ses marges de manœuvre.

8

Depuis l'émergence d'Eccu, malgré la crise sanitaire de la Covid-19, de nombreuses actions locales ont été conduites : organisation du colloque ClimalpSud dont l'ambition est de sensibiliser le public aux enjeux du changement climatique en montagne et d'y accélérer la transition écologique ; désignation de référents transition-climat dans les mairies ; formations destinées aux élus ; porter un projet de territoire sur 20 ans.

Des mobilisations et des synergies

Des signes positifs rythment le quotidien de cette expérience tout en renforçant la détermination du groupe. Suite à la formation organisée par Eccu sur les économies d'énergie, par exemple, la communauté de communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon a décidé de recruter un conseiller en énergie partagé.

Pour créer des synergies, Eccu s'est lancé dans la recherche de groupes similaires dans les Alpes du Sud. Eccu n'est en effet pas un cas isolé. L'association « Et si nous », par exemple, a décidé de faire appel aux scientifiques du Grec-Sud pour inviter les acteurs locaux à s'engager dans les transitions à l'échelle de quatre petites communes rurales.

En complément des politiques et stratégies nationales et territoriales, la mobilisation des citoyens est essentielle pour déployer les actions d'adaptation et d'atténuation à l'échelle locale, et renforcer leur pertinence et leur acceptabilité.

L'apport des interfaces science-société

Au regard de ces deux exemples, la perception du changement climatique a progressé de manière protéiforme. Tout concourt aujourd'hui à une mobilisation croissante de la société pour protéger les biens et les personnes, notamment les plus précaires et vulnérables. Mais les représentations partagées ne se traduisent pas encore par des actions suffisamment ambitieuses pour inverser la tendance.

Pour engager des mesures « sans regret », il est primordial de développer les interfaces science-société en vue de mieux partager les connaissances, de co-construire des territoires durables et désirables, d'intégrer la transversalité des enjeux et des risques climatiques aux stratégies et politiques d'adaptation et d'atténuation, d'encourager la gouvernance horizontale, de renforcer l'acceptabilité des mesures et donc leur efficacité au quotidien, d'impliquer la jeunesse dans les processus de décision, etc.

Pour s'engager résolument dans les transitions, les acteurs du territoire peuvent se tourner vers les groupes régionaux d'experts du climat (Grec), comme AcclimaTerra, Grec-Sud, Grec-Guadeloupe, Reco, Grec-Île-de-France et Ouranos-AuRA. Ces interfaces science-société, qui mobilisent des centaines de scientifiques interdisciplinaires, décryptent et diffusent les connaissances sur le changement climatique, accompagnent les acteurs territoriaux, facilitent le dialogue et la concertation entre les parties prenantes, et délivrent des solutions pour avancer de manière rationnelle.